

## À CAEN, LA POLICE EN ROUE LIBRE

### *Retour sur les violences policières suite à la manifestation du 22 mars 2018*

Le 22 mars, lors de la journée de mobilisation inter-catégorielle, près de 10000 personnes ont décidé de manifester contre les politiques antisociales et xénophobes de l'État français. Un cortège inter-luttes prend place entre les cortèges syndicaux. Très rapidement, c'est une omniprésence de la BAC et de la police politique (Renseignements Territoriaux) que l'on constate autour de ce groupe. Arrivé place du Théâtre, une majeure partie de ce cortège décide de rejoindre l'Assemblée Interpro appelée à l'auditorium du Château de Caen. La Compagnie Départementale d'Intervention, assistée de la BAC et des renseignements territoriaux mettent immédiatement la pression.

La tension se fait sentir alors que la police encercle l'entrée principale du château.

Plusieurs personnes décident de quitter les lieux par l'autre sortie donnant sur le Campus 1 de l'université de Caen. Alors qu'un véhicule fonce dans la foule, plusieurs personnes commencent à courir pour rejoindre le groupe resté en arrière. Le véhicule poursuit sa course jusqu'à l'auditorium tandis que deux molosses coursent les manifestants. Deux personnes sont frappées, mises à terre et violemment maintenues au sol. Alors que le conducteur du véhicule sort un flashball pendant que deux autres bourrins lancent des grenades de désencerclement, tout le monde comprend que les skinheads sans brassards sont de la Brigade Anti-Criminalité

Deux motards suivis de fourgons de la Police Nationale arrivent alors sur les lieux pendant que les premier-ère-s blessé-e-s se regroupent. C'est à coup de matraques, de tir tendus et de menaces qu'ils tentent de repousser le groupe présent. La seconde vague de blessé-e-s ne tarde pas à arriver. Les salves de grenades lacrymogènes, lancées sans sommation, se multiplient, scindant le groupe. Les deux interpellés sont embarqués immédiatement direction le commissariat. Pendant que la police continue d'employer la force pour disperser les manifestant-e-s, l'un des interpellés est menacé de mort à de multiples reprises dans le fourgon. Il sera également frappé de nombreuses fois, étouffé lors du trajet, frappé et humilié à son arrivée au poste. Le second interpellé sera gratifié d'un traitement quasi similaire.

Après le comptage des blessé-e-s, l'assemblée générale se déroule malgré tout avec l'organisation, à son issue, d'un rassemblement de soutien aux interpellés. Une centaine de personnes se réunit donc devant le commissariat afin de prendre des informations sur leur situation et réclamer leur libération. Les deux personnes seront libérées dans la soirée, parties faire immédiatement constater leurs blessures et séquelles.

Si ces pratiques ont pu choquer plusieurs témoins, elles sont pourtant la fonction existentielle des forces de police. Depuis des années, l'arsenal répressif (politique et/ou judiciaire) n'a cessé de se renforcer envers les populations migrantes, les quartiers périphériques, les populations dites « marginales », les luttes sociales... Dans les squats caennais et à Ouistreham, le harcèlement de la police et de ses complices (notamment Twisto appartenant à Keolis, opérateur privé du transport public local) est une réalité quotidienne.

S'insurger contre les violences commises le 22 mars 2018 à Caen ne suffira pas. C'est oublier que pendant des années, cette violence s'est exercée dans l'ombre, s'est renforcée à la lumière des



politiques du tout sécuritaire. Réclamer plus de sécurité, c'est demander toujours plus de répression. La sécurité est devenue celle de l'emploi qui exploite, précarise et licencie selon les besoins de l'économie. Elle est sociale quand elle extorque et alimente toujours plus le patronat. Elle est celle qui crée des cordons dans les manifestations pour diviser les bons et les mauvais-e-s manifestant-e-s. On tente de nous convaincre que le sécuritaire est une libération lorsqu'elle annonce toujours moins de libertés et toujours plus de répression. La « vidéoprotection » que l'on nous vend est une surveillance généralisée. C'est l'un des instruments de la surveillance généralisée, invisible mais omniprésente.

Sous couvert d'état d'urgence et de protection des populations, leur frénésie sécuritaire sert aussi à casser et contrôler toute forme de contestation sociale. Ici ou ailleurs, l'État et ses relais locaux ont systématiquement mis en place une politique répressive

envers les potentialités de convergence. Derrière les bavures se cache une stratégie de la tension, de la peur institutionnalisée qui ne cherche qu'à dissuader, à fractionner et à ne nous ramener qu'à une réaction face à la répression.

Nous n'oublions pas que ce qui a été subi à Caen le 22 mars n'est qu'une manifestation de la répression parmi tant d'autres : que l'on songe à Nantes, Montpellier, Toulouse, Dijon, Lille mais aussi à Montpellier où le doyen de la fac de droit s'est fait le relai de la force répressive en soutenant et facilitant des attaques armées sur les étudiant-e-s.

Notre réponse ne doit pas être défensive, nous limiter à compter nos blessé-e-s, nos inculpé-e-s et nos incarcéré-e-s. Elle doit se constituer en un rapport de force contre un arsenal judiciaire, policier, législatif, administratif et politique !

**POUR TOUTE DEMANDE D'AIDE, DE CONSEIL, POUR TÉMOIGNER, SIGNALER UNE INTERPELLATION, VOUS POUVEZ NOUS CONTACTER :**

06.17.09.49.35

[caenantirep@riseup.net](mailto:caenantirep@riseup.net)

**POUR LES INFORMATIONS :**

[antirepcaen.wordpress.com](http://antirepcaen.wordpress.com)



**CRUC**